

Brochure n° 3072

Convention collective nationale

IDCC : 179. – **COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION**

ACCORD DU 16 NOVEMBRE 2007
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2008

NOR : ASET0850219M

IDCC : 179

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux de la branche des coopératives de consommateurs ont convenu de doter la convention collective nationale du personnel des coopératives de consommateurs d'une grille de salaires minima en fonction de l'accord relatif à la classification des emplois dans la branche des coopératives de consommateurs.

Cette dernière a, notamment, pour objectifs de :

- mettre en œuvre dans les coopératives de consommateurs des pratiques salariales homogénéisées sur l'ensemble du champ d'application de la convention collective du personnel des coopératives de consommateurs ;
- permettre aux partenaires sociaux de la branche de disposer d'éléments de négociation standardisés et uniformisés, constituant le socle commun des discussions paritaires sur la fixation des salaires et le contenu des classifications professionnelles ;
- créer les conditions de validité d'une demande d'extension de la convention collective nationale du personnel des coopératives de consommateurs. Cette extension permettrait de donner aux salariés des coopératives de consommateurs, un texte commun de références sociales et de pérenniser l'autonomie de négociation paritaire des partenaires sociaux de la branche dont la volonté est de dynamiser le dialogue social.

Dans ce cadre, il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le champ d'application du présent accord est national, il concerne l'ensemble des sociétés coopératives de consommateurs et les structures et groupements composés de sociétés coopératives de consommateurs dont les statuts sont conformes aux lois des 7 mai 1917 et 10 septembre 1947 et leurs textes d'application.

Article 2

Objet de l'accord

Le présent accord définit, en complément de l'accord national professionnel relatif à la nomenclature des emplois et des classifications professionnelles du 22 janvier 2004 et de l'accord sur la classification des emplois dans la branche des coopératives de consommateurs du 25 avril 2007, les salaires minima (base 151,67 heures/mois) applicables de manière identique à tous les salariés relevant du champ d'application de la convention collective nationale du personnel des coopératives de consommateurs.

La grille de salaires fixe le salaire minimum applicable aux salariés de la branche employés dans un poste correspondant à la nomenclature des emplois et des qualifications de la branche professionnelle.

Les salaires minima de la branche prennent en compte l'ensemble des rémunérations qui sont la contrepartie du travail.

A ce titre, sont donc intégrées dans le salaire servant de base à l'appréciation du respect des salaires minima les gratifications collectives, les primes de rendement, les primes de fonction, etc.

En revanche, ne sont pas intégrées dans les salaires minima les primes d'ancienneté ou encore de vacances et de fin d'année.

Article 3

Durée et prise d'effet

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Annuellement, il fera l'objet d'un réexamen dans le cadre de la NAO de la branche professionnelle consacrée aux salaires minima applicables aux salariés de la convention collective nationale du personnel des coopératives de consommateurs.

Il prendra effet à compter de son dépôt auprès de la direction des relations du travail du ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité et du conseil de prud'hommes compétent.

Toutefois, et à l'exception des dispositions visées à l'alinéa suivant, l'entrée en application effective de la grille visée à l'article 4 du présent accord est liée à la transposition dans les coopératives de consommateurs de l'accord du 25 avril 2007 relatif à la classification des emplois dans la branche des coopératives de consommateurs.

Par dérogation à l'alinéa précédent, sont applicables au 1^{er} janvier 2008 les dispositions suivantes :

- le premier échelon du salaire minimum conventionnel d'embauche des coopératives de consommateurs ne pourra être inférieur au SMIC ;
- aucun salarié classé dans la catégorie des agents de maîtrise ne pourra avoir une rémunération inférieure au niveau G5 de la grille de classification visée à l'article 4 ;
- aucun salarié classé dans la catégorie cadres ne pourra avoir une rémunération inférieure au niveau G8 A de la grille de classification visée à l'article 4.

Article 4

Salaires minima par groupe au 1^{er} janvier 2008

(Voir tableau page suivante.)

Rémunération avec ancienneté

(En euros.)

GROUPES	NIVEAU I sans ancienneté	NIVEAU II 3 %	NIVEAU III 6 %	NIVEAU IV 9 %	NIVEAU V 12 %	NIVEAU VI 15 %
1	1 281,00	1 319,43	1 357,86	1 396,29	1 434,72	1 473,15
2	1 290,00	1 328,70	1 367,40	1 406,10	1 444,80	1 483,50
3	1 300,00	1 339,00	1 378,00	1 417,00	1 456,00	1 495,00
4	1 320,00	1 359,60	1 399,20	1 438,80	1 478,40	1 518,00
5	1 340,00	1 380,20	1 420,40	1 460,60	1 500,80	1 541,00
6	1 400,00	1 442,00	1 484,00	1 526,00	1 568,00	1 610,00
7	1 500,00	1 545,00	1 590,00	1 635,00	1 680,00	1 725,00
8a	1 710,00	1 761,30	1 812,60	1 863,90	1 915,20	1 966,50
8b	1 810,00	1 864,30	1 918,60	1 972,90	2 027,20	2 081,50
9a	1 910,00	1 967,30	2 024,60	2 081,90	2 139,20	2 196,50
9b	2 500,00	2 575,00	2 650,00	2 725,00	2 800,00	2 875,00

Article 5

Comité de suivi et d'application de l'accord

En complément des dispositions de l'article 5 de l'accord relatif à la nomenclature des emplois et des classifications dans le champ de la convention collective nationale du personnel des coopératives de consommateurs, portant mise en œuvre de l'application et de l'interprétation des dispositions relatives à la transposition régionale des classifications, il est constitué un comité de suivi et d'application de la grille des salaires minima.

Le comité de suivi et d'application est l'instance chargée de veiller à la bonne application de l'accord en matière de transposition dans les coopératives de consommateurs de la grille de salaires minima de la branche professionnelle.

Il sera composé de 2 représentants et du secrétaire fédéral par organisation syndicale et d'un nombre égal de représentants des employeurs.

Le comité de suivi et d'application sera informé des modalités d'application régionales de la grille de salaires minima et du degré d'avancement des modalités locales de transposition.

Un document de synthèse, élaboré semestriellement par la FNCC, présentant l'état des travaux de transposition effectués dans les coopératives de consommateurs ainsi que les propositions des partenaires sociaux sur les modalités et les divergences éventuelles d'application de l'accord, feront l'objet d'une annexe au compte rendu de la réunion.

Le compte rendu de la réunion du comité de suivi et d'application et ses annexes seront adressées aux comités d'établissements des coopératives de consommateurs pour information.

Le comité de suivi et d'application se réunira pendant une période de 18 mois, correspondant au délai maximum de transposition de l'accord portant sur la classification des emplois dans la branche des coopératives de consommateurs, après l'adoption de la grille de salaires prévue par l'accord.

En présence d'un litige soumis au comité de suivi et d'application, portant sur les modalités d'application collective de la grille des salaires minima, la commission prévue par l'article 5 de la convention collective nationale du personnel des coopératives de consommateurs sera saisie et devra se réunir dans un délai maximum de 1 mois.

Article 6

Règlement des litiges

Les litiges pouvant survenir à l'occasion de l'interprétation des dispositions du présent accord feront l'objet d'une saisine de la commission de suivi et d'application prévue à l'article 5 du présent accord.

Article 7

Extension de l'accord

Les partenaires signataires du présent accord demanderont l'extension du présent accord en même temps que l'extension de l'ensemble de la convention collective nationale du personnel des coopératives de consommateurs, conformément aux dispositions de l'article L. 133-8 du code de travail.

Dans le cadre de cette extension, un accord sur les conditions de mise en œuvre de l'égalité femmes/hommes et d'un dispositif de financement du paritarisme feront l'objet d'une négociation entre les partenaires sociaux de la branche.

Article 8

Dénonciation de l'accord

Le présent accord pourra faire l'objet d'une dénonciation à tout moment par l'une ou l'autre des parties signataires, sous réserve du respect d'un préavis de 3 mois.

Article 9

Formalité. – Publicité de l'accord

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt à la diligence de la FNCC auprès de la direction des relations du travail du ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité et du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 16 novembre 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FNCC.

Syndicats de salariés :

FGTA-FO ;

CFE-CGC agroalimentaire.